

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Coordination nationale des 1^{er} et 2 février 2020 : des facs et des labos déterminés dans la lutte

Une première coordination nationale

La première coordination nationale des facs et labos en lutte a réuni 740 personnes à Saint-Denis : étudiant·es, personnels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (ESR) de toutes catégories, titulaires et non titulaires. La diversité des statuts des participant·es et de leurs établissements d'origine a permis des échanges riches et encourageants pour la suite de la mobilisation.

Tout au long du week-end, l'ambiance était **déterminée et volontaire**. Les débats ont montré la **cohérence des différentes réformes que nous combattons** (transformation de la fonction publique, de l'assurance chômage, du système des retraites, LPPR, formation des enseignant·es, loi ORE, lois Blanquer, augmentation des frais d'inscription, etc.). Ils ont également permis de faire le bilan des effets toxiques des réformes passées qui ont conduit le service public de l'ESR à la **situation catastrophique et aux conditions de travail et d'études dégradées que nous connaissons aujourd'hui**.

Dans les différents ateliers, nous avons pu échanger sur les situations locales et les nombreuses idées pour faire vivre la grève. Les **collègues précaires, dont la participation à la coordination a été massive**, ont tenu une AG tout le samedi après-midi, qui a débouché sur un [communiqué combatif](#).

La coordination des facs et labos en lutte s'inscrit clairement dans le **mouvement social interprofessionnel** initié par les grévistes de la RATP et de la SNCF et rejoint par de nombreux autres secteurs dont l'Éducation Nationale contre la réforme des retraites. La coordination a débouché sur une [motion](#) qui en témoigne et appelle à la grève reconductible dans l'ESR. Elle propose un calendrier national de mobilisation jusqu'en mars.

Se réapproprier notre outil de travail

Même si la mobilisation est encore très inégale, la **grève s'étend dans les universités et les organismes de recherche**. Elle concerne 56 universités, 147 laboratoires, 6 INSPÉ, 105 revues, 15 sociétés savantes, 46 séminaires, 15 sections CNU, 41 évaluateurs et évaluatrices de l'HCÉRES. En particulier, **la mobilisation s'étend là où les collègues mobilisé·es sont présent·es sur leur lieu de travail pour rendre visible la lutte en cours** : certain·es portent par exemple un brassard ou un carré rouge, plusieurs facs renouent avec la pratique des piquets de grève ou des tables pour informer les collègues et les étudiant·es sur la réforme des retraites et la LPPR. Plusieurs facs ont lancé des **universités populaires, vivantes ou autonomes** comme à Paris Diderot, Nanterre ou Grenoble :

des cours alternatifs sont organisés, ouverts à tous et toutes, sur l'histoire de la Sécurité sociale ou des luttes à l'université, les enjeux des réformes en cours, etc. ... qui sont aussi l'occasion d'expérimenter d'autres formes d'enseignement. Dans le même esprit, de nombreuses facs s'ouvrent ou participent à des **AG interprofessionnelles**, permettant aux différents secteurs en lutte de se rencontrer, y compris avec les étudiant·es, ce qui est très prometteur pour construire les luttes localement et articuler le combat contre plusieurs réformes différentes.

Tout cela est dans l'esprit de la grève comme réappropriation de notre outil de travail, afin de mettre en œuvre ici et maintenant l'université ouverte et émancipatrice que nous voulons.

Etendre la grève reconductible

SUD éducation appelle donc tous les travailleurs et toutes les travailleuses des universités et des organismes de recherche à étendre la grève reconductible, en s'appuyant sur le calendrier suivant :

6 février : participation aux cortèges des facs et labos en lutte dans les manifestations interprofessionnelles

11 février : journée de mobilisation sur la précarité, à l'appel de l'assemblée générale nationale des précaires, avec la mise en place en piquets de grève devant les facs et les labos

17 février : participation aux cortèges des facs et labos en lutte dans les manifestations interprofessionnelles ou réalisation d'actions dans les campus, selon les contextes locaux

5 mars : « l'université et la recherche s'arrêtent » ⇒ notre objectif collectif : aucune fac ni aucun labo en fonctionnement

6 et 7 mars : deuxième coordination nationale des facs et labos en lutte

8 mars : participation de cortèges des facs et labos en lutte dans les mobilisations féministes